

Comment lire la situation actuelle du capitalisme ?

Norbert Holcblat

« *Longue dépression* » selon l'économiste marxiste britannique Michael Roberts¹, « *polycrise* » selon l'historien économique américain Adam Tooze... tels sont quelques-uns des termes utilisés pour caractériser la phase actuelle du capitalisme. « La polycrise » a un mérite : celui de renvoyer à une situation où plusieurs crises, actuelles ou potentielles, interagissent. « *Une polycrise n'est pas seulement une situation où l'on est confronté à des crises multiples. Il s'agit d'une situation [...] où le tout est encore plus dangereux que la somme des parties.* »².

Mais la complexité de la situation invite aussi à visiter d'autres auteurs. David Harvey³ d'abord, qui insiste sur l'échec du néolibéralisme comme mode de gestion du capitalisme : les politiques néolibérales n'ont pas réussi à impulser une nouvelle phase durable de croissance mondiale ; l'Asie de l'est (avec la Chine) et l'Inde semblent infirmer ce diagnostic, mais il s'agit d'États poursuivant des politiques spécifiques et non alignées sur le « consensus de Washington ». On devrait ajouter à ce diagnostic l'impuissance du néolibéralisme face à une crise écologique aux effets de plus en plus ravageurs car celle-ci lui imposerait de remettre en cause ses fondements.

Un économiste plus ancien mérite d'être aussi d'être relu : Charles Kindleberger qui dans son ouvrage majeur sur la crise des années 1930⁴ écrivait : « *pour que se stabilise l'économie mondiale, il faut un stabilisateur, et un seul* », un État qui exerce une hégémonie reconnue par les autres acteurs (au premier chef les autres États). D'où une question : quel rôle joue dans l'instabilité présente la montée d'une Chine que l'on peut désormais qualifier de capitaliste (ou tout au moins qui fonctionne essentiellement comme telle) qui contredit l'hégémonie américaine, en premier lieu sur le plan économique (alors que l'URSS la contestait avant tout sur le plan politique) ? Dans un ouvrage récent Benjamin Bürbaumer⁵ se refuse à attribuer la montée des tensions entre les États-Unis et la Chine à la mauvaise volonté de dirigeants ou à tel ou tel dysfonctionnement des processus de décision et affirme que « *le capitalisme mine la mondialisation* ». Plus précisément « *pour réussir leur pari du développement capitaliste accéléré dans le cadre d'une concurrence mondiale, les autorités chinoises ne peuvent se contenter de participer au jeu américain, il leur faut en créer un autre* ».

On rejoint ici d'une certaine façon les analyses de Claude Serfati qui souligne les analogies avec « *l'ère pré-1914* ». Il écrit ainsi : « *Mon cadre d'analyse, c'est celui d'une multipolarité capitaliste hiérarchisée et donc de rivalités interimpérialistes. Ces rivalités semblent*

¹ Voir en français un entretien avec Romaric Godin du 4 juin 2023 [« Le capitalisme traverse une longue dépression » | Mediapart](#) ainsi que « La persistance de la longue dépression du capitalisme mondial » 8 août 2024, Ashley Smith et Michael Roberts [La persistance de la longue dépression du capitalisme mondial \(cadtm.org\)](#)

² Adam Tooze, [Chartbook # 130 Defining polycrisis – from crisis pictures to the crisis matrix \(substack.com\)](#)

³ David Harvey, « Brève histoire du néolibéralisme », Oxford University press 2005, nouvelle édition française, Editions Amsterdam 2024.

⁴ Charles Kindleberger, « *La Grande Crise mondiale 1929-1939* », édition française Economica 1986.

⁵ Benjamin Bürbaumer, « Le capitalisme contre la mondialisation », La Découverte 2024.

nouvelles après la période transitoire de domination écrasante des États-Unis qui a suivi la seconde guerre mondiale, mais elles furent une caractéristique majeure de l'ère pré-1914. »⁶

Enfin, il ne faut pas oublier les désordres grandissants. Aux guerres pour la domination d'un territoire (Palestine, Ukraine...) s'ajoutent les guerres civiles (avec éventuellement des acteurs étrangers) menées pour la maîtrise de ressources (comme le coltan dans l'est du Congo) ou avec des déterminants divers (Sahel Syrie...). Le caractère oppresseur de certains États a conduit à leur renversement par des mouvements de masse (printemps arabes, Sri Lanka, Bangladesh). Enfin dans les pays les plus « avancés » montent l'autoritarisme et le racisme.

I. La conjoncture de la polycrise

Avant de reprendre certains des éléments qui viennent d'être rapidement cités, cette première partie tente d'éclairer la situation de l'économie mondiale en quelques points.

1. Une croissance pousive

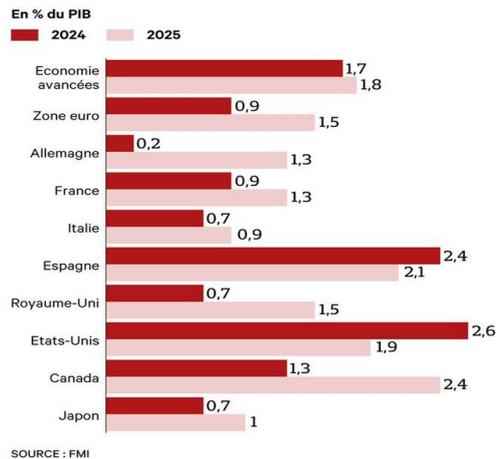
Dans son rapport actualisé de juillet 2024 intitulé « *The global economy in a sticky spot* » (un environnement collant), le FMI annonce la poursuite d'une croissance limitée dans les pays dits avancés : en moyenne, ces pays devraient voir leur PIB progresser de moins de 2 % en 2024 comme en 2025 (voir graphique ci-dessous).

Aux États-Unis, si le Fonds ne retient pas le scénario d'une récession qui agite périodiquement les marchés financiers, la hausse du PIB devrait s'établir à 2,6 % cette année puis seulement à 1,9 % en 2025. La zone euro est sortie du repli (et donc a échappé à la récession) enregistré fin 2023 mais devrait cependant persister à être sensiblement moins dynamique que l'économie américaine.

Les instituts économiques allemands, plus pessimistes que le FMI, tablent désormais sur une stagnation du PIB allemand en 2024. Pour ce qui est de la France, selon l'INSEE, la croissance pourrait atteindre 1 % (c'est l'acquis de croissance à la mi-année) grâce au commerce extérieur et malgré les incertitudes de la consommation des ménages. Celle-ci reste nettement inférieure à sa tendance d'avant-crise sanitaire : en 2023, selon l'INSEE, les dépenses de consommation des ménages se sont élevées 1301,3 milliards d'euros alors qu'elles auraient dû atteindre 1 342,5 milliards, soit donc une baisse de 3,1 % en volume par rapport à la tendance.

⁶ Claude Serfati, août 2024, [État du monde : crise économique et rivalités géopolitiques - Europe Solidaire Sans Frontières \(europe-solidaire.org\)](https://europe-solidaire.org/)

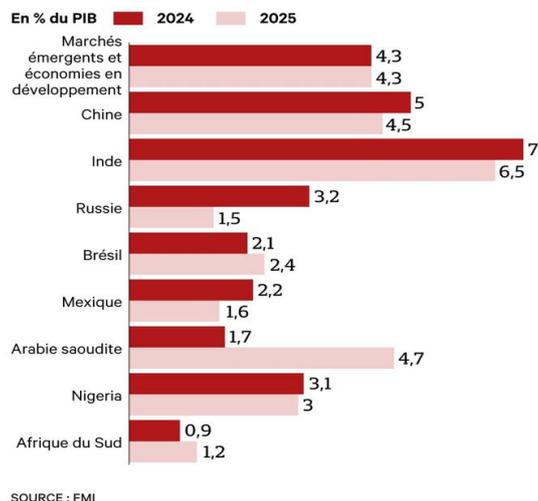
Prévision de croissance des économies avancées



LesEchos

L'Inde et la Chine fournissent la moitié de la croissance mondiale. En 2024 et 2025, malgré les remous qui ont agité son paysage économique (notamment la crise immobilière) et la faiblesse de la consommation intérieure (« compensée » par l'agressivité exportatrice de certains secteurs), la Chine devrait rester au voisinage de 5 % de croissance mais le FMI annonce un ralentissement prononcé de la croissance chinoise qui tomberait à 3,3 % en 2029 du fait du vieillissement de la population et du ralentissement des gains de productivité (ce qui, si cela se confirmait, serait sans doute difficile à gérer pour le pouvoir comme en témoignent ses préoccupations concernant le chômage des jeunes, qui a atteint 17,1 % en juillet 2024 selon les données officielles).

Prévision de croissance des marchés émergents et des économies en développement



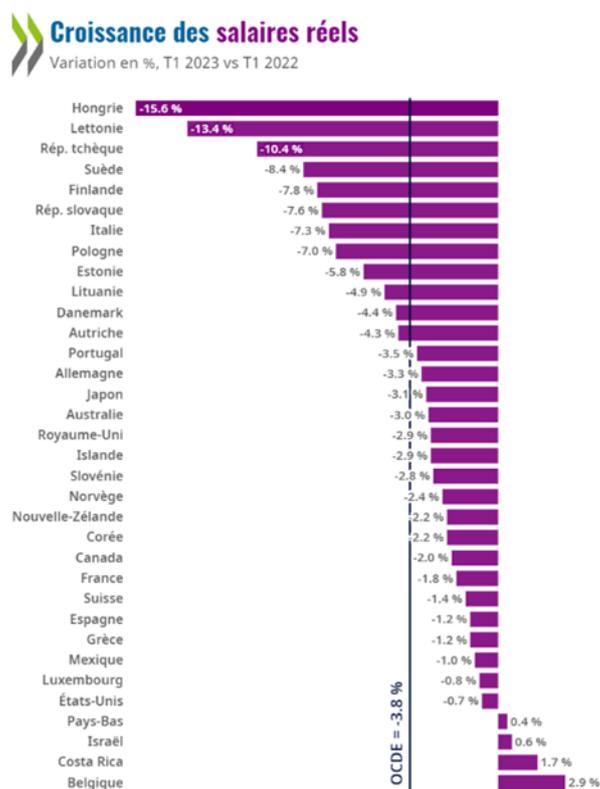
LesEchos

Les deux graphiques ci-dessus sont extraits du journal *Les Échos*, 16 juillet 2024.

2. La baisse des taux d'intérêt est enclenchée

En ce début d'automne, les commentateurs économiques restent suspendus aux annonces des autorités monétaires. La décision des gouvernements et des banques centrales d'augmenter les taux d'intérêt pour combattre l'inflation est une des raisons de la faible croissance. Et cela été à peu près efficace même si les hausses de prix récentes ne renvoient pas à une demande excessive⁷. Les prix qui avaient flambé jusqu'au voisinage de 7 % reviennent actuellement vers 2 %. À 2,2 % en août 2024, la hausse moyenne des prix à la consommation de la zone Euro est retombée à son niveau le plus bas depuis juillet 2021, notamment du fait des prix de l'énergie alors que les tarifs des services et les prix alimentaires sont toujours en augmentation. Aux États-Unis, la hausse des prix sur un an s'est établie à 2,9 % (le niveau le plus bas depuis mars 2021).

Toutefois, les effets sur les ménages de l'épisode inflationniste perdurent : si les salaires augmentent aujourd'hui en moyenne plus vite que l'inflation mesurée, les pertes antérieures de pouvoir d'achat n'en sont pas effacées. Ainsi, selon l'OCDE⁸, au premier trimestre 2024, « la croissance annuelle des salaires réels était positive dans 29 des 35 pays pour lesquels des données sont disponibles ». Mais, dans 16 d'entre eux, les salaires demeuraient inférieurs à leur niveau du quatrième trimestre 2019, avant la pandémie de Covid. C'est le cas aux États-Unis, au Japon et dans la zone Euro (-2 %) notamment pour l'Allemagne, l'Espagne et surtout l'Italie (-6,9 %).



Note : Les salaires réels correspondent à la rémunération par salarié corrigée par le déflateur des dépenses de consommation. Source : OCDE (2023), [Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2023](#).

⁷ Juliette Le Chevallier, 30 août 2024, [Les 4 grands enseignements de la crise inflationniste | Alternatives Economiques \(alternatives-economiques.fr\)](#)

⁸ OCDE, « Perspectives de l'emploi 2024 », [Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2024 | OCDE \(oecd.org\)](#)

Dans la plupart des États s’amorce une dynamique de baisse des taux. Celle-ci a d’ores et déjà été annoncée et est attendue pour septembre aux États-Unis. La Réserve fédérale américaine, a, selon les textes qui la régissent, un double mandat : veiller à la stabilité des prix mais aussi à l’évolution de l’emploi. Son président Jerome Powell l’a rappelé lors du symposium annuel des banquiers centraux à la fin du mois d’août dans un contexte de hausse du chômage et de baisse des créations d’emplois américains ; J. Powell est sans doute aussi aiguillonné par le contexte pré-électoral.

La BCE, dont le mandat aux termes des traités européens, ne couvre que la stabilité des prix, procède avec prudence : elle a déjà baissé ses taux en juin et devrait poursuivre en ce sens en septembre.

Quant à la Chine, elle avait déjà réduit des taux en août 2023 et a procédé à deux baisses cette année (en février et juillet) : il s’agit là clairement de soutenir la croissance en encourageant les banques commerciales à accorder davantage de crédits aux entreprises et aux ménages et à des taux plus avantageux. Mais en Chine, encore plus sans doute que dans les « vieux » pays capitalistes, les canaux de transmission d’une baisse des taux sur l’économie réelle sont incertains : si les effets restrictifs d’une hausse sont souvent vérifiés, il peut ne pas en être de même pour une baisse.

3. Une très forte augmentation des dettes publiques et privées

La dette publique mondiale a doublé en onze ans soutenue par les mesures prises pendant la crise de la covid et, ensuite, pour limiter l’impact des prix énergétiques. Selon les différents pays d’autres facteurs ont pu jouer : baisses d’impôts ou bien subventions alimentaires. La dette a progressé de près de 8 % en 2022 – à taux de change constants – pour atteindre le montant record de 66 200 milliards de dollars.

Les taux d’intérêt, bas pendant une longue période, ont progressé jusqu’à récemment du fait de la politique des banques centrales (hausse des taux, arrêt des achats de titres). D’après la société Janus Henderson, le coût des intérêts atteindrait en 2025 2 800 milliards de dollars, soit 2,8 % du PIB mondial attendu. C’est le double de la moyenne des 10 dernières années. Les coûts d’emprunt ont ainsi plus que doublé depuis 2021 pour les pays de l’OCDE. Le prélèvement de la finance sur la richesse produite s’accroît donc après une phase de rémission, mais on est encore loin dans les pays dans les pays de l’OCDE (et en particulier en France) de la crise de la dette parfois agitée pour justifier l’austérité et les réductions de dépenses non-militaires⁹.

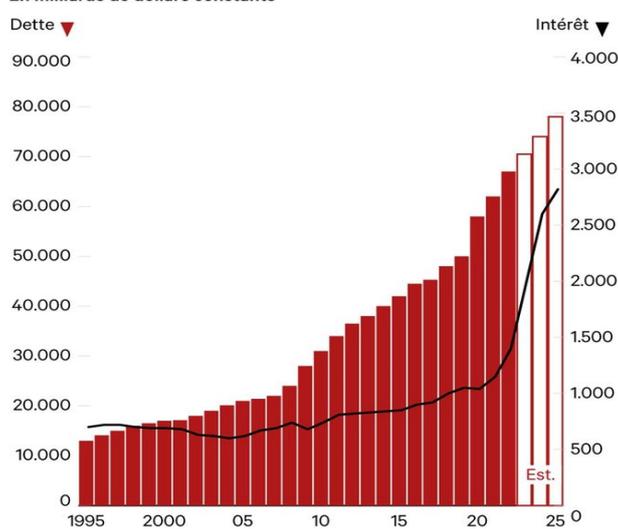
Ce sont les pays pauvres qui sont dans la situation la plus difficile. Après trois décennies de fort recul, l’extrême pauvreté est repartie à la hausse. La résurgence de l’inflation, amplifiée par la guerre en Ukraine, a compliqué la donne. La hausse des taux n’a fait qu’étrangler un peu plus ces pays. Les écarts de taux d’intérêt avec les titres du Trésor américain ont explosé. Les pays en développement ont dépensé un montant record de 443,5 milliards de dollars pour assurer le service de leur dette publique extérieure et des dettes garanties par l’État en 2022,

⁹ Isabelle This Saint-Jean, « La dette, la dette, la dette ! », Alternatives économiques, 21/08/2023
https://www.alternatives-economiques.fr/isabelle-this-saint-jean/dette-dette-dette/00107523?utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_content=21082023&utm_campaign=quotidienne

selon la dernière édition du rapport sur la dette internationale établi par la Banque mondiale. L'augmentation des coûts d'emprunt a détourné le peu de ressources disponibles au détriment de secteurs essentiels, tels que la santé, l'éducation et l'environnement. Une large partie de leurs recettes publiques est consacrée au service la dette : 26,8 % en 2021 pour le Sénégal par exemple (contre 7,6 % en 2011). D'un côté, la perturbation des chaînes d'approvisionnement (avec la crise sanitaire, puis la guerre en Ukraine et les catastrophes climatiques) a fait bondir les prix des aliments et de l'énergie, alimentant la spirale de la misère. De l'autre, l'endettement a étouffé leur reprise post-Covid. Avec la hausse des taux depuis un an, le poids de la dette menace certains États de faillite. Rien qu'au cours des trois dernières années, on a compté 18 défauts de paiement souverains dans dix pays en développement, soit plus que le nombre enregistré au cours des deux décennies précédentes. Selon la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne concentre aujourd'hui 60 % de la pauvreté extrême dans le monde et continue de la voir augmenter.

La dette publique mondiale et la hausse des charges d'intérêt des gouvernements

En milliards de dollars constants



SOURCE : B. JANUS HENDERSON



Les Échos, 9 mai 2023

4. Des bulles spéculatives qui peuvent éclater à tout moment et un système financier fragilisé

Il y a certes des soubresauts sur les marchés financiers et des chutes brutales de certains titres comme au début du mois de septembre la baisse de 9,5 % de l'action de Nvidia, un fabricant de puces informatiques dont la capitalisation boursière avait dépassé celle d'Apple. Mais cela ressort généralement de la « respiration » normale du capitalisme. Plus significatives des fragilités du système ont été les faillites bancaires de mars 2023 (quatre banques régionales américaines ainsi que le Crédit suisse). La phase actuelle du capitalisme demeure caractérisée par l'hypertrophie du capital financier, symptôme de la crise latente du système, des blocages de l'accumulation. La finance est désormais décloisonnée : sur le plan géographique et entre les différents marchés où il est possible de faire de l'argent. Les instruments financiers

continuent de se multiplier tandis que les grands acteurs de la finance sont de plus en plus puissants et que les oligopoles industriels sont financiarisés.

Pourtant, la conscience existe chez quelques gouvernants et dans certains milieux économiques qu'il faudrait re-réglementer la finance pour éviter de nouvelles secousses majeures. La littérature et les déclarations d'intention foisonnent sur les règles à imposer aux acteurs du système financier : la réglementation prudentielle dans le secteur bancaire, l'amélioration de la transparence de l'information, le fonctionnement des agences de notation, la régulation des marchés de produits dérivés et, enfin, le problème des paradis fiscaux. Mais les instruments mis en place (comme les accords de Bâle 1, 2, 3 en matière prudentielle) sont insuffisants, ou édulcorés au niveau des différents États, ou enfin contournés par les acteurs financiers. S'attaquer réellement au problème supposerait remettre en cause tout l'édifice actuel caractérisé par l'hypertrophie du capital financier et son emprise sur les gouvernements et les appareils d'État.

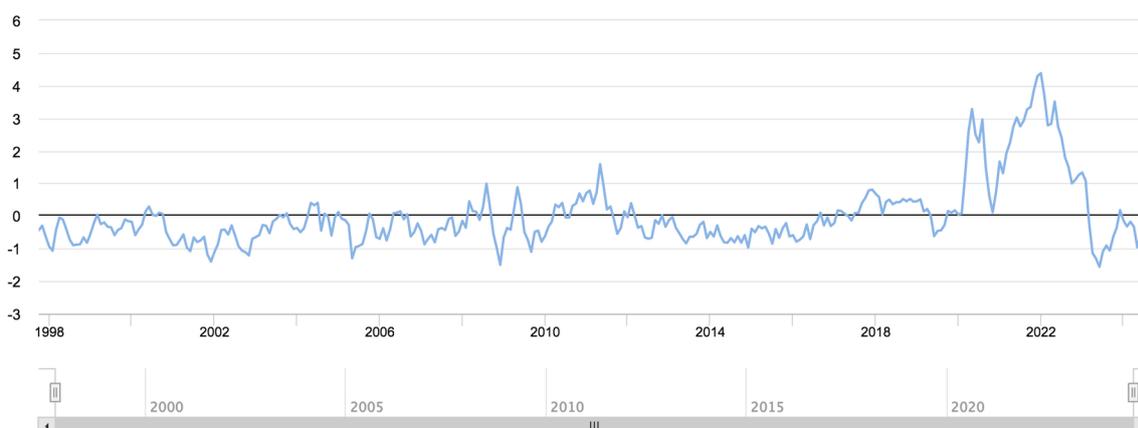
Il faut rappeler que la finance ne crée pas de plus-value mais donne un droit de tirage sur la plus-value produite par ailleurs. Droit de tirage qui se manifeste en premier lieu dans la situation présente par la hausse des dividendes versés aux actionnaires. En la matière les records s'enchaînent : selon la dernière étude du gérant d'actifs Janus Henderson (qui analyse les 1 200 plus importantes sociétés au monde en termes de capitalisation boursière, elles représentent 90 % des dividendes payés à l'échelle internationale), les dividendes mondiaux atteindront 1 740 milliards de dollars sur l'année 2024 (soit 4,7 % de plus qu'en 2023). Selon une étude de l'ONG Oxfam, les paiements des dividendes mondiaux aux actionnaires a enregistré une hausse de 45 % en termes réels entre 2020 et 2023, alors que les salaires n'ont augmenté que de 3 % durant la même période.

5. L'offre de marchandises : atténuation des contraintes sur les chaînes d'approvisionnement

Des ruptures de chaînes d'approvisionnement liées aux mesures de confinement pendant la pandémie de coronavirus en 2020 – 2021 (jusqu'en 2022 inclus pour la Chine) ont perturbé la production. Aujourd'hui, selon l'OFCE¹⁰, commentant l'indicateur Global Supply Chain Pressure Index (élaboré par la Réserve fédérale de New-York), « *les contraintes d'offre sur les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, qui étaient revenues au début de 2023 à leur niveau d'avant la crise COVID, comme le résume l'indicateur GSPI, ont depuis fluctué en dessous de ce niveau pour s'en rapprocher au début de 2024* ».

¹⁰ Catherine Mathieu, 13 juin 2024, [Prévisions européennes des instituts de l'AIECE : entre deux eaux - le blog \(sciences-po.fr\)](#)

GSPI (déviation de la valeur historique moyenne)



Federal Reserve Bank of New York, Août 2024, <https://www.newyorkfed.org/research/policy/gscpi#/interactive>

Globalement, les tensions semblent revenues à un niveau « normal ». Mais cela ne préjuge pas de difficultés sectorielles, résultant de tensions présentes ou à venir. Dans le secteur des micro-processeurs, les États-Unis et l'Europe cherchent à se doter de capacités de fabrication pour éviter d'éventuelles difficultés d'approvisionnement. La Chine fait de même face aux sanctions américaines. Mais environ 90 % des puces les plus avancées restent produites par Taïwan, soumise à des catastrophes naturelles et aux menaces de la Chine.

6. Un secteur économique en nette expansion : le militaire

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté en 2023 pour la neuvième année consécutive. La progression de 6,8 % en 2023 est la plus forte depuis 2009 et a porté les dépenses militaires globales à un total de 2 443 milliards de dollars, un niveau jamais enregistré par le SIPRI (cet institut basé à Stockholm est la source internationalement reconnue en la matière)¹¹. La guerre est désormais une réalité immédiate ou éventuellement prochaine dans de nombreuses régions du globe.

Pour ce qui est de la France, la note de conjoncture de l'INSEE de juillet 2024 décrit ainsi le nirvana de l'industrie d'armement : *« Depuis début 2022, la situation conjoncturelle de l'industrie de défense est ainsi nettement meilleure que dans le reste de l'industrie. En particulier, le jugement sur les carnets de commande des industriels de la défense s'est nettement redressé entre fin 2021 et début 2022 et se maintient à un haut niveau depuis. La production de l'industrie de défense a progressivement augmenté et se situe début 2024 10 % au-dessus de son niveau moyen de 2022. Cependant, les tensions sur l'offre y ont nettement augmenté, à rebours de l'évolution du reste de l'industrie : les difficultés d'approvisionnement y sont plus fortes et l'appareil productif plus sollicité. »*¹²

Au-delà de l'actualité, les dépenses militaires et les guerres sont intrinsèquement liées au capitalisme et plus précisément pour reprendre à celui, actuel, de la « mondialisation armée » pour reprendre un concept mis en avant par Claude Serfati¹³ mais l'impact des dépenses

¹¹ [Trends in World Military Expenditure, 2023 \(sipri.org\)](https://www.sipri.org/publications/2023/trends-in-world-military-expenditure-2023)

¹² INSEE, Note de conjoncture, juillet 2024, [Du PIB, des Jeux, des inconnues - Note de conjoncture | Insee](#)

¹³ Claude Serfati, *La mondialisation armée*, Textuel, 2001.

militaires sur l'économie est très discuté parmi les économistes de diverses obédiences idéologiques.

– Elles ont certainement un effet keynésien (distribution de revenus et soutien à certaines industries). Elles permettent de pallier l'insuffisance de la demande globale. Les auteurs marxistes, dont Ernest Mandel, ont souligné leur impact sur l'industrie et les débouchés. Mandel écrit notamment à propos du rôle des dépenses d'armement : « *Ceci confirme le diagnostic de Rosa Luxembour, avant la première guerre mondiale. Elle voyait dans l'économie d'armement "le marché de substitution" – c'est-à-dire de nouveaux débouchés pour la vente de marchandises et la réalisation de la plus-value – par excellence à l'époque impérialiste* »¹⁴.

– Mais on constate, sur le long terme, l'absence de relation cohérente entre le poids des dépenses militaires dans le PIB d'un État et leur impact économique. L'effet de stimulation de la croissance est souvent considéré comme limité par rapport à celui d'autres dépenses publiques et leur montant est une ponction sur des dépenses qui pourraient être plus utiles et efficaces. L'impact sur la recherche-développement est aussi controversé. Claude Serfati a particulièrement traité de cette question. Il affirme notamment à propos de la France : « *L'acharnement à justifier les dépenses de défense sur la base de leur utilité pour le système productif va à l'encontre de toute la réalité contemporaine.* »¹⁵ Ceci dit, quand cela leur est nécessaire pour « tenir leur rang » dans la compétition interimpérialiste, politiciens et capitalistes ne sont jamais en panne de justifications pour défendre les budgets militaires et à l'instar d'Emmanuel Macron, dénoncer le « *pognon de dingue* » mis dans les politiques sociales. Celles-ci font l'objet d'évaluations et contrôles multiples et ceux qui en bénéficient sont en permanence suspectés de tricherie alors que les marchés militaires échappent à cette vigilance tandis que les exportations sont un foyer important de détournement d'argent public et de corruption.

– En toute hypothèse, dans le cas de la France, si la production et l'exportation d'armes constituent un des rares points forts de l'industrie (la France est le troisième exportateur mondial), les dépenses militaires n'ont en rien empêché le déclin d'ensemble de l'appareil industriel et sont génératrices d'importations (composants de diverses sortes...).

7. le paradoxe de l'emploi

On a constaté depuis la sortie de la crise du coronavirus une hausse du nombre des emplois et un recul du chômage qui apparaissent difficile à expliquer dans un contexte de croissance limitée¹⁶, notamment dans plusieurs pays européens. On a montré que cette distorsion entre emploi et production est manifeste dans plusieurs pays « occidentaux ». Un des éléments d'explication est la pression sur les salaires (voir ci-dessus). Des aides et crédits ont pu également favoriser la survie de certaines entreprises (les « entreprises zombies »). Ceci dit, plus récemment, dans plusieurs pays de l'OCDE et notamment aux États-Unis, le dynamisme de l'emploi commence à se tarir.

En France, les aides massives distribuées aux entreprises ont pu aider certaines à conserver un niveau d'emploi supérieur à leurs besoins immédiats mais également maintenir d'autres entreprises en vie alors même que celles-ci auraient dû faire faillite. Par ailleurs, un moteur spécifique s'est ajouté à toutes les aides à l'embauche pour doper les recrutements :

¹⁴ [Ernest Mandel - Europe : Relance et austérité](#), août 1992.

¹⁵ [Claude Serfati : « L'acharnement à justifier les dépenses de défense sur la base de leur utilité pour le système productif va à l'encontre de toute réalité contemporaine »](#).

¹⁶ Romaric Godin, [Le coût élevé de la hausse de l'emploi Mediapart](#)

l'apprentissage soutenu par des avantages (pour les employeurs) considérablement augmentés depuis 2018. Ces contrats ont représenté un tiers des créations d'emplois. Le nombre d'apprentis est ainsi passé de 437 000 fin 2018, à 980 000 fin 2022. Cependant, l'emploi est maintenant en train de ralentir et le chômage de progresser. Au premier trimestre 2024, le taux de chômage au sens du BIT atteint 7,5 % soit 0,4 point au-dessus du niveau atteint au dernier trimestre 2022 et au premier trimestre 2023, qui était le plus bas depuis 1982. Ainsi, selon la prévision de l'INSEE de juillet dernier, le taux de chômage s'établirait à la fin de l'année à 7,6 % de la population active.

De toute manière, les chiffres globaux sur la création d'emplois ne disent évidemment rien sur la qualité de ces emplois (salaire, type de contrat, durée du travail). L'objectif de plein emploi auquel E. Macron et ses ministres se réfèrent de temps en temps est au mieux un plein emploi statistique (avec un taux de chômage au voisinage de 5 %) assis à la fois sur une augmentation de la pression sur les chômeurs et sur des statuts précaires et des bas salaires pour une partie importante de ceux et celles qui seront en emploi.

7. Des profits confortables

Il est difficile d'appréhender la réalité des taux de profit à partir des données des comptabilités nationales et des informations en provenance des entreprises. Pour l'instant et malgré l'absence de fermetures d'entreprises (qui permettent le relèvement du taux de profit par l'élimination des moins rentables), aux dires même des dirigeants des grandes entreprises, les profits se portent plutôt bien (sauf à mettre en doute non seulement les données statistiques mais les satisfecit en provenance des capitalistes eux-mêmes).

Les profits ont fortement progressé en 2020 et semblent pour l'instant se maintenir malgré la hausse des coûts. Ainsi fin juillet 2022, Carlos Tavares (PDG de Stellantis) affichait fièrement son assurance : si de nouveaux chocs majeurs, comme une récession économique mondiale ou une crise d'approvisionnement en énergie en Europe, ne sont pas des scénarios à exclure, Stellantis serait selon lui de taille à les affronter : *« Au premier semestre, notre point mort est tombé à 40 % des ventes, a pointé le dirigeant. Nous pourrions encaisser une baisse de 60 % des ventes, nous serions encore rentables. »*

Pour ce qui est de la France, les profits ont d'abord été dopés par des mesures gouvernementales, qu'il s'agisse des baisses des impôts de production ou des aides déployées pour amortir le choc de l'envolée des prix du gaz et de l'électricité pour les entreprises. Ensuite, et c'est un constat général de l'INSEE et de l'Autorité de la concurrence pour la France et de l'OCDE comme du FMI au niveau international, les entreprises ont fait plus que répercuter les hausses de coûts (salaires et biens intermédiaires) et ont donc augmenté leurs profits et contribué à l'inflation. Un document émanant d'économistes du FMI évalue à 45 % la part de l'inflation dans la zone Euro entre le début 2022 et le début 2023 attribuable aux profits. Un terme a ainsi fait fureur en Grande-Bretagne et aux États-Unis : *« greedflation »* (inflation de la cupidité)¹⁷.

Des travaux de l'Insee ont bien mis en lumière les profits substantiels réalisés par l'industrie agroalimentaire dont l'EBE (excédent brut d'exploitation) a culminé à 7 milliards d'euros au premier trimestre 2023, soit 18 % de plus qu'au cours des trois mois précédents. Dans la foulée, le taux de marge du secteur a été propulsé à 48 %.

¹⁷ Robert Reich, 1^{er} juin 2023, [It's greedflation stupid – Robert Reich](https://www.substack.com/p/its-greedflation-stupid) ([substack.com](https://www.substack.com))

La poussée inflationniste récente a eu effectivement comme élément propulseur une « boucle prix-profits » et non « prix-salaires » mais deux bémols doivent être soulignés par rapport à la « greedflation » :

- l'hétérogénéité des situations des entreprises qui ont plus ou moins de possibilités de rehausser leurs prix en fonction de leur taille et de leur place dans les chaînes productives et de distribution ;
- le fait que la « cupidité » dénoncée est une caractéristique permanente du capitalisme d'autant plus acérée que le rapport de force (c'est-à-dire la monopolisation de l'économie et le rapport capital-travail) le permet.

Au total, malgré la « révolution » technologique, l'impact possible des dépenses militaires et les milliards déversés par les États pour soutenir les entreprises (voir plus loin le développement sur le « capitalisme sous perfusion »), le « ruissellement » prétendu des riches vers les pauvres, il n'est pas possible de distinguer de signe d'un redémarrage soutenu de l'économie mondiale. En France, tout particulièrement, il est difficile de discerner l'impact positif de la politique de l'offre à laquelle s'accroche Emmanuel Macron. Cela semble corroborer l'analyse de David Harvey citée en tête de cet article. Les politiques néolibérales paraissent de plus en plus relever du dogme infalsifiable : ainsi que l'a écrit Jacques Freyssinet à propos des politiques supposées favoriser l'emploi « *Lorsque la situation s'améliore, cela prouve l'efficacité des réformes réalisées ; lorsque la situation se dégrade, cela prouve la nécessité d'en accélérer le rythme.* »¹⁸

II. La « longue dépression »

Au-delà du moment présent, il est nécessaire de s'interroger sur les tendances de long terme du capitalisme. Force est de constater que la « révolution technologique » n'a pas permis un redémarrage de redémarrage soutenu de l'économie mondiale (ce qui ne veut pas dire que des taux de croissance élevés constituent un horizon souhaitable).

Comme nous l'avons déjà noté, l'économiste marxiste anglais Michael Roberts qualifie la situation actuelle de « *longue dépression* ». Dans son analyse de la dynamique du capitalisme, il distingue les récessions cycliques suivies de périodes d'expansion et les grandes dépressions qui sont des phases durables de faible croissance moyenne où les reprises restent faibles et limitées. Pour lui, la phase actuelle correspond à la 3^e grande dépression de l'histoire du capitalisme. Elle aurait débuté en 2007-2008 avec le krach financier puis la récession mondiale et été ensuite marquée par la crise du coronavirus et la guerre en Ukraine.

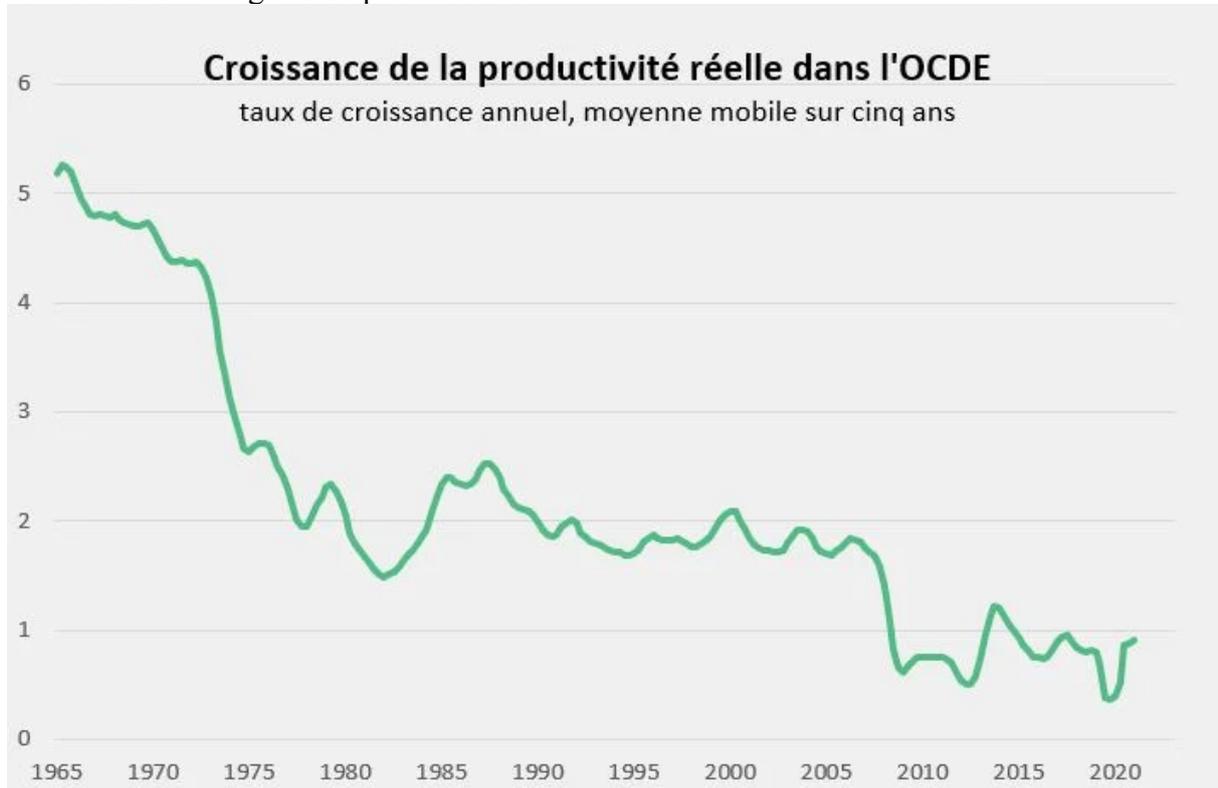
L'OCDE, pour sa part, dans ses prévisions de juin 2023 a aussi mis l'accent sur le fait que la croissance des pays industrialisés va rester faible pour des raisons structurelles qui s'ajoutent aux divers aléas :

- la baisse de la productivité du travail.
- l'investissement en capital productif dans les économies de ses pays membres a été bien plus faible depuis 2010 qu'il ne l'avait été au cours des décennies précédentes. Le cas du Japon est significatif : dans les années 1980, la croissance du capital productif

¹⁸ Jacques Freyssinet, « Trou d'air, récession ou rupture ? Continuités et inflexions dans les politiques de l'emploi », *Chronique internationale de l'IRES*, n°78, septembre 2002.

dépassait les 5 % l'an. Depuis 2010, c'est quasiment zéro. Pour la zone euro, les chiffres sont passés respectivement de près de 3 % à moins de 1 %.

Pour ce qui est de la productivité, il existe un décalage entre le discours ambiant, les constats empiriques que beaucoup d'entre nous peuvent faire et, d'autre part, les données macro-économiques : les nouvelles technologies de l'information (TIC) persistent à ne pas générer d'accélération des gains de productivité.



L'INSEE, pour sa part, a dégagé des effets différenciés de l'informatisation selon les secteurs mais a aussi noté « *l'essoufflement progressif des gains de productivité à l'échelle de l'économie toute entière, comme on peut l'observer en France ou dans la plupart des pays développés* »¹⁹. L'institut résume ainsi le débat sur les gains de productivité :

« Techno-optimistes et techno-pessimistes. *L'émergence des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les évolutions consécutives de l'appareil productif ne sont pas sans rappeler les révolutions industrielles passées (mécanisation de la production ou apparition de l'électricité). Cependant, les gains de productivité escomptés ont tardé à se faire sentir : dès la fin des années 1980, le prix Nobel d'économie Robert Solow s'étonnait ainsi du paradoxe que « les ordinateurs [soient] présents partout hormis dans les statistiques de productivité » [Solow, 1987]. Par ailleurs, au vu de l'essoufflement des gains de productivité sur la période récente, notamment dans les secteurs non producteurs de TIC, les gains de productivité à venir des TIC font débat, opposant techno-pessimistes et techno-optimistes. Pour les premiers, les gains de productivité seraient déjà épuisés dans la mesure où l'efficacité générée par l'usage des TIC peut s'amenuiser à mesure que l'appareil de production en est davantage équipé [par exemple, Gordon, 2015]. Pour les autres, les effets de cette révolution technologique sont encore à venir et une accélération de la productivité pourrait se manifester avec la réduction progressive des coûts de transition, comme à*

¹⁹ INSEE, 2018 [Informatisation, productivité et emploi : des effets différenciés entre secteurs industriels selon le niveau de technologie – Insee Analyses -41](#)

l'époque de la diffusion de l'électricité [par exemple, Brynjolfsson, Rock et Syverson, 2017]. »²⁰

L'expansion de la part des services dans le PIB fournit un élément d'explication au ralentissement des gains de productivité et également le fait que certaines activités reposent plus sur l'emploi à bas salaire et parcellisé que sur la technologie. Mais, globalement, cette situation reste mal expliquée. Pour sa part, l'OCDE écrivait en 2019²¹ : « *La dynamique de productivité décevante engendrée par la vague de transformation numérique actuelle s'impose comme l'une des grandes énigmes économiques de notre temps* ». Le chapitre de la publication consacrée à cette « énigme » s'intitule « *Transformation numérique et productivité : une histoire de complémentarités* » et énonce que « *que le passage au numérique a soutenu la productivité, mais que les gains de productivité à l'échelle de l'ensemble de l'économie ont été décevants à cause des carences d'un ensemble de facteurs et politiques complémentaires essentiels* », autrement dit que l'impact des nouvelles technologies dépend largement des capacités et de l'organisation des entreprises et de leur environnement.

La pandémie : un capitalisme sous perfusion

Lorsque la pandémie du coronavirus a éclaté le capitalisme, du moins dans les pays de l'OCDE, continuait de supporter les conséquences de la crise de 2007-2008 dite des « subprimes ».

Le capital privé a, de longue date, été soutenu par l'État (au sens large de ce terme). Mais avec la covid, les choses se sont amplifiées : le capitalisme a été mis sous perfusion. Le 12 mars 2020, Emmanuel Macron annonçait que le gouvernement ferait face au coronavirus « *quoi qu'il en coûte* ». Sans le proclamer forcément avec autant d'emphase, les différents États ont accru leurs dépenses bien au-delà des objectifs budgétaires affichés antérieurement. Au « laxisme » des banques centrales qui durait depuis la crise de 2008-2009, se sont ajoutés des soutiens budgétaires massifs aux entreprises (et, dans une beaucoup plus faible ampleur, des aides aux chômeurs).

Ces politiques ont eu comme conséquence que la profonde récession ne s'est pas accompagnée de destruction de capital : il n'y a pas eu durant la crise du coronavirus de grandes faillites (une exception : des chaînes de grands magasins aux États-Unis). Ce n'est pas un phénomène totalement nouveau. En fait, le risque de faillites en chaîne de banques importantes et de très grandes entreprises semblent de moins en moins une réalité dans le capitalisme actuel. Les grandes banques sont sauvées par les États par crainte des risques potentiels que leur chute impliquerait (en application de la règle « too big to fail »). Quant aux grandes entreprises de l'industrie et des transports, elles restructurent, suppriment des emplois, ferment des établissements et reportent leurs difficultés sur les sous-traitants.

Une autre conséquence de ces soutiens est qu'il n'y a pas eu de destruction de capital fictif. Bien au contraire, grâce aux achats massifs de titres par les banques centrales, les marchés financiers ont rapidement continué de prospérer et les milliardaires de s'enrichir (au niveau mondial, leur richesse augmenta de 1 900 milliards en 2020).

²⁰ Insee, document précité.

²¹ Perspectives économiques de l'OCDE, 2019

Dans la zone Euro, les règles limitant les déficits budgétaires et les aides de l'État ont été temporairement suspendues. La BCE a augmenté ses interventions. De plus, innovation importante, a été créé en juillet 2020 un fonds européen de relance (baptisé Next Generation EU) financé par un emprunt émis par l'Union européenne. Certains, y compris à gauche, ont voulu voir dans ces mesures l'annonce d'un tournant fondamental et « progressiste » de l'UE qui aurait commencé à s'affranchir des règles budgétaires issues du traité de Maastricht et des accords qui l'ont suivi. De façon plus lucide et réaliste, l'économiste américain Adam Tooze déjà cité a souligné que les mesures budgétaires et autres prises en 2020 aux États-Unis, dans l'Union européenne et ailleurs avaient une « *logique fondamentale [...] conservatrice* »²². Il s'agissait en effet de sauver le système et ses acteurs (banques, grandes entreprises). Pour cela, même les plus néolibéraux sont prêts à dépenser, quitte à revenir plus tard à l'austérité.

III. Un autre monde ?

La « grande dépression » s'accompagne de modifications structurelles d'ampleur du capitalisme qui construisent un autre ordre du monde.

- **Une nouvelle phase de la mondialisation.** Il ne s'agit pas d'une démondialisation mais d'un redéploiement du commerce international et des chaînes de valeur. Le commerce mondial, qui augmentait avant 2010 deux fois plus vite que le PIB, décélère. Il y a plusieurs explications : la hausse des coûts de transport, l'augmentation des salaires en Chine, l'accélération de la robotisation des chaînes d'assemblage ou encore des problèmes de délais de livraison, de qualité ou de sécurité des produits délocalisés. Les effets sont différenciés selon les secteurs. Interviennent aussi des facteurs politiques qui poussent soit à inciter les industriels à réimplanter certaines activités sur un territoire, soit à une mondialisation entre pays jugés « sûrs » « *À côté des relocalisations, il y aura un mouvement vers une mondialisation entre amis, dans laquelle des biens stratégiquement clés sont produits chez soi ou par des pays alliés.* » a ainsi écrit l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans un document sur les conséquences de la guerre en Ukraine. Il est à remarquer que l'OMC est elle-même aujourd'hui réduite à un organe de concertation : un de ses rouages essentiels (l'instance d'appel pour le règlement des différends) est paralysé depuis plusieurs années par un blocage des États-Unis.
- **Un capitalisme qui combine, pour le plus grand bonheur des entreprises et de leurs actionnaires, néolibéralisme et crédits publics.** Pour s'en convaincre, il n'y qu'à compter les milliards de dollars déversés aux États-Unis, en Chine et dans l'Union européenne pour soutenir le développement d'usines de micro-processeurs ou de batteries pour les véhicules électriques. Le retour des politiques de soutien à l'industrie se fait, y compris dans les pays de l'OCDE, dans un contexte de concurrence entre États où les États-Unis (du fait de leurs marges de manœuvre liées à leur centralité financière maintenue) et à un moindre degré l'Allemagne, ont plus de latitude pour multiplier les aides à leur appareil industriel. Quant à la Chine, les aides publiques perdurent.
- **Un basculement du monde qui se traduit d'abord par la montée de la puissance chinoise : économique, militaire et politique.** Dans un premier temps (de la fin du XX^e siècle au début du XXI^e), l'interdépendance entre Chine et États-Unis apparaissait

²² Adam Tooze, « L'arrêt- comment le Covid a ébranlé l'économie mondiale », Les Belles Lettres, 2022

relativement solide pour le plus grand bien du capitalisme (les revenus des exportations de la Chine contribuant à financer la dette américaine) au point qu'avait été forgée l'expression « Chinamerica » (ou « Chimamerica »). Ce temps apparaît révolu. Pour le comprendre, il faut revenir aux motivations contradictoires des États-Unis et de la direction de l'État chinois lors de l'engagement des réformes en Chine²³. Pour les États-Unis, il s'agit d'une victoire du capitalisme occidental qui élargit le champ d'action des multinationales et va donner à la Chine une place spécifique et subordonnée dans le cadre d'une mondialisation sous leadership américain. Pour les dirigeants chinois, l'objectif est d'accélérer le développement national tout en préservant la stabilité de l'État chinois et, à terme, sa capacité à influencer les règles du jeu international. D'une certaine façon, on peut faire une analogie entre cette démarche et celle du Japon de l'ère Meiji au XIX^e siècle.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur le bond technologique fait par la Chine durant ces 20 dernières années. Toutefois, dans certains secteurs, la Chine reste à la traîne : ainsi, malgré des efforts démesurés, elle ne produit pas encore les micro-processeurs les plus avancés : si sa part dans la capacité de fabrication mondiale sur toute la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs est passée de 10 % en 2016 à environ 20 % en 2024, le seul domaine où elle occupe une place prépondérante dans la production mondiale est celui des semi-conducteurs d'ancienne génération²⁴. Taïwan reste un centre essentiel et produit l'immense majorité des puces d'IA.

Selon un document récent de la direction du Trésor²⁵, la part de la Chine dans le commerce mondial est passée de 4,7 % en 2002 à 12,7 % en 2022 et la Chine est devenue le premier partenaire commercial de plus de 120 pays et régions dans le monde. Un grand nombre de pays « émergents » sont également liés financièrement à la Chine à travers des prêts commerciaux et souverains. Les principaux secteurs (énergie, mines, transport) et régions destinataires (Asie et Afrique pour près de 60 % des prêts) reflètent les priorités stratégiques chinoises, notamment en matière d'approvisionnement. Ces relations sont loin de se limiter à l'initiative des « nouvelles routes de la soie » (ou Belt and Road Initiative).

La Chine cherche à renforcer le rôle international du Yuan (officiellement dénommé Renminbi) et les manifestations de son ascension sont nombreuses, et pas seulement économiques. Sur le plan militaire, elle renforce ses capacités et les déploie largement en mer de Chine méridionale mais aussi plus loin de ses côtes. Elle commence aussi à se mêler des affaires du monde, d'abord en Asie mais pas seulement, tendant à se poser en porte-parole de la périphérie.

De par son propre développement, la Chine comme l'Allemagne wilhelmienne en son temps est portée à la remise en cause, non du capitalisme, mais à celle d'un ordre fonctionnant d'abord au profit des États-Unis et dans une moindre mesure des alliés de ceux-ci.

- **Les États-Unis s'efforcent de préserver leurs atouts** géopolitiques et technologiques qui restent importants. Joe Biden a voulu renforcer l'économie américaine dans les technologies nouvelles. Il n'a pas remis en cause les mesures douanières protectionnistes instaurées sous Trump et il a, par ailleurs, fait adopter au Congrès plusieurs grands programmes malgré les difficultés avec les républicains (qui ont

²³ Bürbaumer, ouvrage précité.

²⁴ Analyses du CSS, « Évolutions de la chaîne d'approvisionnement des puces », juillet 2024

²⁵ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/a3f6fbf2-d16e-4e68-a271-4d4503040377/files/80a301cc-f9d3-4422-a059-14544c555070>

bloqué surtout les volets sociaux de ces programmes). D'abord, un programme de grands travaux pour remettre en état les infrastructures : ponts, autoroutes, canalisations, réseaux internet... représentant une nouvelle dépense fédérale de 550 milliards de dollars. Puis l'« Inflation Reduction Act », un programme de l'ordre de 400 milliards de dollars destiné en fait à soutenir l'industrie et à accélérer la transition énergétique avec des produits « Made in America ». Enfin le « CHIPS and Science Act », (280 milliards sur dix ans), qui doit doper l'installation aux États-Unis d'usines technologiques de pointe.

Ces programmes suscitent des inquiétudes en Europe, car ils favorisent les entreprises américaines ou bien les entreprises européennes qui s'installent aux États-Unis et surtout semblent contribuer à renforcer un écart de plus en plus manifeste entre les deux entités (les gains de productivité sont plus forts aux États-Unis qu'en Europe). Les États-Unis (comme la Chine) tentent d'exercer un contrôle sur leurs chaînes d'approvisionnement des semi-conducteurs. De plus, les États-Unis ne visent pas simplement à développer leurs capacités de production mais à maintenir leur avance sur la Chine en pesant sur son développement : ils ont ainsi réussi en mars 2023 à imposer à la firme néerlandaise ASML, productrice de machines permettant de fabriquer les « puces » les plus performantes, de limiter ses ventes à la Chine. Le gouvernement américain souhaite aussi restreindre certains investissements ou exportations US en Chine susceptibles d'aider au progrès technologique de ce pays. Dans un discours d'avril 2023, la secrétaire américaine au Trésor a été claire : face à la Chine, il est essentiel de préserver « *le leadership économique des États-Unis* »²⁶.

Sur le plan géopolitique, les États-Unis ont marqué un point important en revigorant l'OTAN et poussent à en faire un élément de leur stratégie asiatique face à la Chine (donc bien au-delà du champ originel de l'organisation : l'Atlantique nord). Mais il faut aussi constater qu'au-delà de leurs alliés traditionnels, les États-Unis peinent de plus en plus à convaincre de la légitimité de leur supervision. En témoignent des votes à l'assemblée générale de l'ONU sur l'Ukraine et le sentiment de plus en plus répandu du « deux poids, deux mesures » de leur discours sur la démocratie.

Au total, il est clair que la crise de l'hégémonie américaine et les efforts plus ou moins cohérents faits pour maintenir un « leadership » ébréché concourent aussi à l'instabilité du monde.

Faute de place, on ne traitera pas vraiment de l'Union européenne qui, défavorisée par le contexte de militarisation du monde, s'efforce d'y faire face mais est prise en tenaille entre les États-Unis et leur regain industriel, la Chine et la Russie. Les différents États-membres ont du mal à s'accorder sur des politiques communes actives qui aillent au-delà de la soumission au marché et sont en concurrence pour attirer les investissements : Tesla, usines de batteries et de micro-processeurs, etc.

- **Du néolibéralisme à l'illibéralisme ?** Les idéologues fondateurs du néolibéralisme avaient brandi l'idéal de la liberté individuelle face au « communisme » totalitaire. Ils ont affirmé que les libertés individuelles supposaient la liberté du marché et des échanges. Sous cet habillage, le projet politique du néolibéralisme était en fait le rétablissement des conditions d'accumulation du capital mises à mal au tournant des décennies 1960 et 70 du XX^e siècle et la restauration du pouvoir des élites économiques. Sur ce dernier point, cela a été une réussite. Mais son échec sur les autres plans mine la légitimité du néolibéralisme. Il est de plus en plus paradoxal de

²⁶ [Remarks by Secretary of the Treasury Janet L. Yellen on the U.S. - China Economic Relationship at Johns Hopkins School of Advanced International Studies | U.S. Department of the Treasury](#)

vanter les vertus de la concurrence quand la monopolisation de l'économie se renforce, que les travailleurs font les frais de la flexibilité, que les inégalités explosent et que les solidarités se désagrègent, minées par les politiques publiques. Pour faire face aux mécontentements, l'autoritarisme, la surveillance des populations et les méthodes policières se renforcent. L'extrême-droite et des aventuriers politiques profitent de cette situation. Des régimes « illibéraux » à l'instar de la Hongrie sont, dans le même mouvement, libéraux en économie et nationalistes.

- **Quant à la crise écologique et climatique**, (nous ne pouvons ici l'aborder que trop succinctement) si la conscience s'en généralise tant bien que mal (avec des retards par rapport à son accélération), les États en symbiose avec le capital se révèlent incapables d'y faire face car cela signifierait au minimum des incursions dans la logique du profit. Il s'agit donc surtout, plutôt que de lutter contre le réchauffement climatique, de « vivre avec » en y trouvant des occasions supplémentaires de profit et d'investissement. En témoigne le faible impact réel du « capitalisme vert » sur le réchauffement de la planète. Jusqu'à présent, les États et les classes dominantes du cœur du système (notamment de par leur climat plus ou moins tempéré) pouvaient penser que le réchauffement climatique et ses impacts concernaient avant tout des îles du Pacifique, le Bangladesh, le Sahel, etc. Ce n'est plus le cas ...

*

* * .

En conclusion, il est clair la crise du capitalisme ne peut être appréhendée avec des lunettes seulement économiques. Dans ce contexte, au risque de se répéter, il n'y a rien d'étonnant à ce, malgré la qualité des travaux, notamment du GIEC, et les conférences internationales à répétition les avancées concernant la crise écologique soient si limitées au point que dans diverses régions du monde aléas atmosphériques et pollutions soient porteurs de risques mortels et multiformes pour les populations, surtout, bien sûr, pour les catégories populaires comme le démontrent toutes les études.

Le fondement de tout cela renvoie évidemment aux impasses du capitalisme, un système dont les contradictions ne peuvent déboucher sur une alternative non-régressive que par l'action de « ceux d'en bas ». Et encore celle-ci devra-t-elle être sous-tendue par un projet réel de transformation de l'ordre existant pour que les manifestations, les émeutes, voire les renversements de pouvoirs en place débouchent sur de vraies alternatives.

septembre 2024

Norbert Holcblat est économiste. Une première version de cet article avait été publiée par *Contretemps* en septembre 2023.